

Le Venezuela : de nouvelles recettes pour de vieux appétits



Le Venezuela est un exemple très clair de ce que signifie le concept de « guerres de quatrième génération » dans lesquelles les informations sont manipulées et dénaturées pour maintenir la plupart des gens désinformées, jointe à l'usure de la base économique d'un pays sont les prémisses fondamentales qui conduisent, à la fin, à une opération militaire pour renverser le gouvernement et provoquer un changement de système favorable aux intérêts d'une ou de plusieurs puissances.

Pas plus de débarquements comme cela a été le cas dans la péninsule coréenne ou au Vietnam au siècle dernier, même pas au style de l'Irak ou de l'Afghanistan qui ont débouché sur des conflits de longue durée, d'un coût élevé et d'un dénouement complexe.

Les nouvelles recettes sont raffinées progressivement dans des pays transformés en polygones d'essais, certains avec un succès relatif, comme cela a été le cas en Ukraine avec le gouvernement de Victor Fiodorovich Yanukovich, renversé en mars 2014.

Dans d'autres cas le processus est encore incomplet comme dans la Lybie de Mouammar El Khadafi où personne n'a réussi à contrôler la situation chaotique.

Le cas de la Syrie a été plus difficile encore. Plus de 5 ans de guerre féroce, de sanctions économiques et de terrorisme n'ont pas réussi à briser l'échine dorsale du gouvernement de Bachar Al Assad qui a

récemment lancé une mise en garde sur le fait que bien qu'une victoire définitive et complète soit encore lointaine, des progrès ont été faits contre l'intervention.

Un mélange de ces expériences est utilisé contre la Révolution Bolivarienne, victime d'une guerre médiatique qui a pour objectif de convaincre l'opinion publique du fait que les victimes sont les coupables et que les acquis sociaux sont des pêchés qui doivent être purgés.

À cette fin, tous les moyens sont valables, jusqu'aux mensonges les plus impudiques dans la bouche d'individus manquant absolument de crédibilité, comme cela a été le cas il y a quelques heures, lorsque le président putschiste du Brésil, Michel Temer a osé dire, au sujet du Venezuela, que l'on n'admet plus, dans notre région, des ruptures de l'ordre démocratique.

Mais ce n'est pas le plus grave. Des personnes comme Temer peuvent dire ce que bon leur semble car ils n'ont plus d'autorité morale à perdre. Ce qui est grave c'est qu'il y a beaucoup de gens ingénus qui croit un tel discours disparate et qui arrivent à penser que c'est le gouvernement du président Nicolás Maduro qui a brisé l'ordre démocratique et pas l'opposition d'extrême droite.

L'opposition violente a déjà tué plus d'une centaine de personnes y compris en ayant recours à des méthodes terroristes, comme brûler vifs des êtres humains, et cela n'étonne personne car le pouvoir médiatique a semé dans l'imaginaire populaire des ingénus, la version selon laquelle ce sont les forces bolivariennes de l'ordre celles qui répriment et rouent de coups les opposants de droite.

L'on essaie aussi de détruire le tissu économique de la nation, entraver les investissements, freiner le commerce, saboter la production et provoquer la pénurie, l'inflation, le marché noir et la peur que l'essentiel arrive à manquer.

Un troisième scénario consiste à provoquer la violence, pas seulement dans les rues mais aussi sous forme d'attaques à des institutions et à plusieurs casernes comme cela a été le cas à Paramacay.

Ce n'est pas hasard, loin de là, que les groupes violents au Venezuela portent des vêtements similaires à ceux que portaient les auteurs du renversement du président ukrainien Yanukovich.

Ce scénario est visible, l'objectif n'a pas changé, il demeure le pétrole vénézuélien. Les complices existent aussi. Il revient alors aux peuples de dire NON : pas plus d'agressions dans notre région!



Radio Habana Cuba